

COMMUNE DE POCÉ-LES-BOIS

Département d'Ille-et-Vilaine

Date de mise en ligne : 10/04/2025

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**SÉANCE DU 03 AVRIL 2025***Affaire n°21-2025*

L'an deux mille vingt-cinq, le **trois avril** à vingt heures, le Conseil Municipal de la commune de POCÉ-LES-BOIS, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la mairie, sous la présidence de M. Frédéric MARTIN, Maire.

Date de la convocation : le 21 mars 2025

Nombre de membres en exercice : 14

Nombre de membres présents : 9

Nombre de votants : 10

Étaient présent(e)s : M Frédéric MARTIN (Maire) - Mme Christine HAIGRON (1^{ère} Adjointe) - M David BERTIER (2^{ème} Adjoint) - Mme Nadine BRARD (3^{ème} Adjoint) - M Jean-François BORDAIS (4^{ème} Adjoint) - Mme Danielle DROUYER - M Raboana RANAIVO - M Christian BELLIER - M Thierry MONTENAT.

Étaient absent(e)s et excusé(e)s : Mme Dorothée du PONTAVICE - Mme Fabienne FROMONT - M Kévin BEAUGRAND - Mme Aurélie HAILLOT - M Albéric JOHANET.

Pouvoir : Mme Aurélie HAILLOT à Mme Nadine BRARD.

OBJET : PERSONNEL COMMUNAL : Création d'un poste non permanent pour un accroissement temporaire d'activité (Catégorie C)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée :

Aux termes du Code général des collectivités territoriales et notamment des articles L.313-1, L.542-1 et suivants, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Il est proposé à l'assemblée :

Vu le Code général de la fonction publique, notamment les articles L. 332-23-1° et L. 332-23-2°,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu le budget primitif du budget principal de la commune adopté par délibération n°18-2025 du 3 avril 2025,

Vu la délibération relative au régime indemnitaire n°13-C-2025 du 27 février 2025,

Considérant la nécessité de créer un emploi non permanent compte tenu d'un accroissement temporaire d'activité pour l'année 2025 dans le service technique,

En conséquence, il est autorisé le recrutement d'agents contractuels de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés :

- à un accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées à l'article L. 332-23-1° du Code général de la fonction publique, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs.

L'agent devra justifier d'une expérience professionnelle dans le secteur des espaces verts. L'emploi sera classé dans la catégorie hiérarchique C. La rémunération sera déterminée selon un indice de rémunération maximum de 376.

Elle prendra en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Enfin le régime indemnitaire instauré par la délibération n° 13-C-2025 du 27 février 2025 est applicable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité des votants :

- d'**ADOPTER** la proposition ci-dessus,
- de **PRÉCISER** que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- d'**INDIQUER** que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} mai 2025,
- d'**INFORMER** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et, le cas échéant, de sa réception par le représentant de l'État.

Fait et délibéré à Pocé-les-Bois, le 03 avril 2025.

Pour extrait conforme,

Le Maire,
Frédéric MARTIN



Le Secrétaire de séance,
Christine HAIGRON

A handwritten signature in black ink, likely belonging to Christine Haigron, is written over the text.